



## CTL 10 Juillet 2020

# DECLARATION LIMINAIRE

Madame la Présidente,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour assister au 1er CTL de l'année 2020. Une année ô combien particulière. Nous avons tous été durement éprouvés par l'épreuve que nous venons de traverser. Mais paradoxalement c'est dans ce moment difficile que nous avons, nous les agents des Finances Publiques, démontré toute notre efficacité, ainsi que la pertinence de notre réseau de proximité. Nous nous sommes adaptés à des contraintes que personne ne pouvaient anticiper.

Nous l'avons fait par sens du service public et pour servir l'intérêt général. Que chacun ici se souvienne qu'au pire moment de l'épidémie nous étions au travail et en première ligne. La CGT tient à saluer l'engagement collectif des agents des Finances Publiques, nous avons fait honneur à notre maison.

Nous retiendrons aussi de cette crise sanitaire un certain renouveau du dialogue social. En effet, les audio-conférences hebdomadaires et même bi-hebdomadaires ont permis un véritable échange, chacun dans son rôle, mais dans un objectif commun, celui d'assurer la sécurité sanitaire de nos collègues tout en assurant nos missions prioritaires. Ce moment particulier de nos vies doit faire date, la situation antérieure ne doit pas revenir. Pour la CGT le jour d'après a déjà commencé.

Hélas pour nous tous, concernant la DGFIP et notre ministère, il n'en est pas ainsi. Ensemble nous avons fait corps, mais dès les 15 avril les mauvais coups ont recommencé à pleuvoir comme au pire moment du plan Darmanin. Une ordonnance inique qui annonce la facture pour nos agents en termes de congés ponctionnés. Comme si le confinement était une période de vacances. Au local, il avait clairement été annoncé que les jours de congés imposés pour la seconde période à savoir du 15 avril au 11 mai s'étaleraient jusqu'au 10 juillet, force est de constater que cette annonce ne correspond pas à la réalité. Une nouvelle fois les agents des Finances Publiques sont floués.

Et que dire de la prime « covid » ?

Elle instille de la division dans notre maison. La DGFIP fixe arbitrairement des quotas, 30% des agents éligibles, dont 30% seulement au maximum. C'est par ce procédé cynique que notre administration entend montrer sa reconnaissance à ceux qui ont contribué à tenir le pays debout pendant la crise. Ce mépris pour notre collectif de travail est intolérable. Pour la CGT, les choses sont simples, une vraie reconnaissance : c'est le dégel du point d'indice avec rattrapage. C'est la fin des suppressions d'emplois et un vrai déroulé de carrière pour tous nos agents. Voilà à quoi doit correspondre le fameux « jour d'après à la DGFIP », sortir des logiques individualistes, cesser la mise en concurrence entre agents et bien évidemment en finir avec les vellétés d'individualisation des traitements.

Enfin le NRP, dont la mise entre parenthèse pour 2020 a été annoncé en audio-conférence, fait son retour dans l'actualité telle la funeste contre réforme des retraites. Pour la CGT il est encore plus important aujourd'hui qu'hier de combattre cette énième restructuration par tout moyen. Après des mois de luttes, de grèves et de mobilisations, les agents n'ont jamais eu voix au chapitre. Un vrai jeu de dupes honteusement appelé « concertation » a balayé d'un revers de main la position et les alertes de la plupart des élus locaux de notre département. Il n'aura échappé à personne que notre réseau, tel qu'il existe avec des services et des trésoreries de pleines compétences, a été d'une utilité précieuse en temps de crise. Il s'agit là d'une vraie proximité à l'inverse des coquilles vides vendues par le NRP, préludes à l'effacement total de la DGFIP sur notre territoire. Plus que jamais il est temps pour la DGFIP de revoir sa copie.

Par ailleurs, nous vous alertons dès aujourd'hui sur un dernier point. La campagne IR sans accueil physique que nous venons de vivre ne peut servir ni de prétexte ni d'exemple visant à éloigner encore plus les usagers de nos guichets. C'est ce que vous faites en ce moment même sous couvert de crise sanitaire pour réduire drastiquement partout les horaires d'ouverture au public. Ce qui a été admis pendant l'épisode covid ne le sera pas à l'avenir. Cette campagne IR particulièrement étrange n'est pas un modèle. La CGT l'affirme une fois de plus, la vraie proximité passe par un accueil physique large. Celui-ci est adapté à notre public souvent éloigné du numérique et la matière fiscale. Un vrai service public se doit d'être accessible à tous.

*Laon, le 10 Juillet 2020.*